

**SENAT**  
-----

**REPUBLIQUE DU CONGO**

Unité- Travail- Progrès  
-----

# ***R*APPORT N°39**

**DE LA COMMISSION ECONOMIE ET FINANCES**

**RELATIF**

**A L'EXAMEN DU PROJET DE LOI PORTANT  
APPROBATION DU CONTRAT DE PARTAGE DE  
PRODUCTION Marine XXVII**

**TROISIEME LEGISLATURE DU SENAT**

**SEPTIEME SESSION ORDINAIRE (BUDGETAIRE)**

**DU 15 OCTOBRE 2019** ✕

# SOMMAIRE

INTRODUCTION ----- P. 3

I- PRESENTATION DE L'AFFAIRE ----- P. 4

II- EXAMEN DE L'AFFAIRE ----- P. 7

CONCLUSION ----- P. 10 ✕

## INTRODUCTION

La Commission Economie et Finances du Sénat s'est réunie les 11 et 16 décembre 2019 dans la salle latérale puis dans la salle 102 banquet du Palais des Congrès sous la direction du Vénérable Sénateur **Jean Marie ANDZIBA EPOUMA**, son Président, pour examiner le projet de loi portant approbation du contrat de partage de production Marine XXVII.

Le Sénat est la deuxième Chambre saisie.

Ont pris part aux travaux, les Vénérables Sénateurs :

Paul Stanislas NGUIE	: Premier Vice-Président
Antoine BANVIDI	: Deuxième Vice-Président
Aristide NGAKOSSO NGAMA	: Rapporteur
Jean Serge KENTOULA	: Secrétaire
Théophile ADOUA	: Membre
Athanase MAKAYA MAKOUNDI	: Membre
Martin Nicaise MAKOSSO	: Membre
Bernard MBATCHI	: Membre
Anastasie MOUDOUEMA BATSELILI	: Membre
Joséphine MOUNTOU-BAYONNE	: Membre.

Excusé, le Vénérable Sénateur :

Jean Nicolas MOUNGALA	: Membre.
-----------------------	-----------

*X*



## I- PRESENTATION DE L'AFFAIRE

La République du Congo a signé le 23 juin 2019 avec la Société Nationale des Pétroles du Congo, la société Perenco Congo S.A., la société Africa Oil & Gas Corporation et la société Petro Congo S.A., le contrat de partage de production Marine XXVII, dont le permis d'exploration d'hydrocarbures liquides ou gazeux avait été attribué par décret n°2018-486 du décembre 2018.

A la date d'attribution du permis, le groupe contracteur est constitué ainsi qu'il suit :

- Société Nationale des Pétroles du Congo : 15% (titulaire)
- société Perenco Congo S.A. : 75% (opérateur)
- société Africa Oil & Gas Corporation : 5%
- société Petro Congo S.A. : 5%.

La zone d'exploration d'hydrocarbures liquides et gazeux dite « Marine XXVII » se situe en zone offshore à environ 40 km de la côte et s'étend sur une superficie de 565,7 km<sup>2</sup>.

De façon exceptionnelle et pour des raisons opératoires, deux années après la date d'entrée en vigueur du décret d'attribution ci-dessus cité, le titulaire de ce permis devra renoncer à la totalité de la zone de permis restante après exclusion de toute zone couverte par un permis d'exploitation ou pour laquelle une demande de permis d'exploitation aura été déposée.

Le programme minimum des travaux à réaliser sur la zone du permis d'exploitation Marine XXVII est fixé ainsi qu'il suit :

Période unique deux (2) ans :

- étude d'impact environnemental et social ;
- études de géologie et de géophysique pour l'évaluation du potentiel d'exploration du permis ;
- forage de deux (2) puits fermes ;
- installation de production et projet early production.



Les paramètres fiscaux sont établis sur deux périodes déterminées ainsi qu'il suit :

- la première période, commençant à la date d'effet du contrat et allant jusqu'au mois calendaire au cours duquel la production nette cumulée depuis la date d'effet atteint dix millions de barils ;
- la seconde période, commençant à la fin de la première période et se terminant à la fin du contrat ;
- la redevance minière est fixée à 15% ;
- le budget des audits est fixé « at cost » permettant ainsi de couvrir efficacement les audits des coûts pétroliers ;
- le budget de formation est fixé à cinquante mille (50.000) dollars américains par an ;
- le contracteur est assujetti au paiement de la redevance superficière ;
- les provisions constituées seront placées dans un compte séquestre à la caisse des dépôts et de consignation. L'utilisation de ce compte sera soumise à la signature conjointe du contracteur et du Congo.

Les paramètres de partage de production, applicable au permis d'exploration Marine XXVII, sont tels que prévus dans les tableaux 1 et 2 ci-après :

Tableau 1 : Pour la première période :

	Etat	Contracteur
Excess Cost oil	70%	30%
Profit oil	40%	60%
Cost Stop	60%	
Redevance minière	15%	

Tableau 2 : Pour la seconde période :

	Congo	Contracteur
Excess Cost oil	75%	25%
Profit oil	60%	40%
Cost Stop	45%	
Redevance minière	15%	

L'attribution du permis d'exploration Marine XXVII a donné lieu au paiement par Perenco Congo S.A. d'un ticket d'entrée d'un montant de quatre millions (4.000.000) de dollars américains en décembre 2017, conformément au protocole d'accord signé avec la République du Congo le 11 décembre 2017.

La publication du contrat au Journal officiel donnera lieu au paiement d'un bonus de signature de 2,5 millions de dollars américains, comprenant un million de dollars au titre des projets sociaux. Les modalités de versement par tranche de ce bonus sont :

- une première tranche de 1.000.000 de dollars américains payable dans les trente (30) jours suivant l'entrée en vigueur du contrat de partage de production ;
- une deuxième tranche d'un montant de cinq cent mille (500.000) dollars américains payable dans les trente (30) jours du deuxième anniversaire de l'entrée en vigueur du contrat de partage de production ;
- une troisième tranche d'un montant de cinq cent mille (500.000) dollars américain pour la réalisation de projets sociaux que le contracteur s'engage à financer pour l'ensemble de la durée du contrat ;
- une quatrième tranche d'un montant de cinq cent mille (500.000) dollars américains pour la réalisation de projets sociaux complémentaires que le contracteur s'engage à financer à partir du début de l'année suivant l'attribution du premier permis d'exploitation sur le permis, le cas échéant.

Les coûts de ce bonus et de ces projets sociaux ne constituent pas des coûts pétroliers récupérables au sens du contrat de partage de production.



## II- EXAMEN DE L'AFFAIRE

Dans le cadre de l'examen de cette affaire, la commission a reçu, le lundi 16 décembre 2019 de 14 h 40 à 17 h 30 dans la salle 102 banquet du Palais des Congrès, Monsieur **Jean Marc THYSTERE TCHICAYA** Ministre des Hydrocarbures, qui a fait un exposé liminaire avant de répondre aux préoccupations des Vénérables Sénateurs.

### II-1- EXPOSE LIMINAIRE DU MINISTRE DES HYDROCARBURES

Présentant le projet de loi portant approbation du contrat de partage de production Marine XXVII, Monsieur **Jean Marc THYSTERE TCHICAYA**, a relevé que La République du Congo a signé le 23 juin 2019 avec la Société Nationale des Pétroles du Congo, la société Perenco Congo S.A., la société Africa Oil & Gas Corporation et la société Petro Congo S.A., le contrat de partage de production Marine XXVII, dont le permis d'exploration d'hydrocarbures liquides ou gazeux avait été attribué par décret n°2018-486 du décembre 2018.

A la date d'attribution du permis, le groupe contracteur est constitué ainsi qu'il suit :

- société nationale des pétroles du Congo : 15% (titulaire)
- société Perenco Congo S.A. : 75% (opérateur)
- société Africa Oil & Gas Corporation : 5%
- société Petro Congo S.A. : 5%.

### II-2- PREOCCUPATIONS ET QUESTION DES VENERABLES SENATEURS, MEMBRES DE LA COMMISSION, A L'ENDROIT DU MINISTRE DES HYDROCARBURES.

#### A/- PREOCCUPATIONS :

- 1- Les spécificités du permis Marine XXVII.
- 2- L'application du pourcentage minimal de l'intérêt participatif des sociétés privées nationales dans le cadre du contenu local (cf. à l'article 143 du code des hydrocarbures).

- 3- Le bonus de signature du contrat de partage de production (conformément à l'article 156 code des hydrocarbures).

## **B/- QUESTION.**

L'article 12-1 n'est-il pas à compléter, en reprenant le libellé de tout l'article 149 du code des hydrocarbures ?

## **II-3- REPONSES DU MINISTRE DE L'HYDROCARBURES AUX PREOCCUPATIONS ET A LA QUESTION DES VENERABLES SENATEURS, MEMBRES DE LA COMMISSION.**

### **A/- REPONSES AUX PREOCCUPATIONS**

#### **1- Sur les spécificités du permis Marine XXVII.**

Cette préoccupation est née de la durée du permis d'exploration, limitée à deux ans plutôt qu'à dix années. Cette spécificité vient du fait que le contracteur a déjà ciblé certains prospects limités dans la zone du permis. Au regard de son plan de développement, il apparaît évident que le reste de la zone du permis ne suscite pas particulièrement son intérêt.

Au risque de geler le permis tandis que nous sommes en période de promotion de notre domaine minier, nous avons jugé utile de limiter la durée du permis d'exploration à deux années. A l'issue de cette période, le permis sera rendu à la République du Congo, à l'exclusion de toute zone ayant fait l'objet d'une demande ou d'une attribution d'un permis d'exploitation.

Ce qui permettra de remettre le permis dans la promotion et poursuivre l'exploration par d'autres sociétés intéressées.



**2- Sur le pourcentage minimal de l'intérêt participatif des sociétés privées nationales dans le cadre du contenu local (cf. l'article 143 du code des hydrocarbures).**

S'agissant du permis d'exploration d'hydrocarbures liquides ou gazeux Marine XXVII, les sociétés privées nationales suivantes font partie du groupe contracteur :

- Africa Oil&Gaz Corporation : 5% ;
- Petro Congo S.A. : 5%.

Sachant que l'industrie pétrolière a beaucoup ralenti en raison des cours du brut, que l'exploration pétrolière dans le cadre des contrats de partage de production s'effectue en « sole risk » (c.à.d. au seul risque du contracteur sans possibilité de remboursement en cas de non découverte d'hydrocarbures) mais également en raison des obligations de participation au financement des opérations pétrolières, nous estimons qu'il s'agit ici de la raison qui a incité les sociétés privées nationales, soit à ne pas répondre massivement aux appels d'offres relatives à la constitution du contracteur, soit à limiter leurs risques en ne prenant que de faibles parts.

**3- Sur le bonus de signature du contrat de partage de production (conformément à l'article 156 du code des hydrocarbures).**

Le bonus global, au titre des deux contrats (Marine XXVII et Marine XXVIII), est de cinq millions (5.000.000) de dollars répartis ainsi qu'il suit :

- 3.000.000 de dollars US au titre des bonus de signature ;
- 2.000.000 de dollars US au titre des bonus des projets sociaux.

*(Signature)*

## **B/- REPONSE A LA QUESTION.**

**Sur l'article 12-1 à compléter, en reprenant le libellé de tout l'article 149 du code des hydrocarbures.**

Nous allons intégrer l'intégralité des articles 148 et 149 aux contrats de partage de production Marine XXVII et Marine XXVIII.

## **CONCLUSION**

Au terme des débats sur le projet de loi portant approbation du contrat de partage de production Marine XXVII, les Vénérables Sénateurs, membres de la Commission Economie et Finances du Sénat, après avoir examiné le rapport de l'Assemblée Nationale sur la question, ont adopté à l'unanimité, ledit projet de loi et le présent rapport.

Aucune divergence n'a été constatée avec le rapport de l'Assemblée Nationale.

Le vote a donné les résultats suivants :

▪ Inscrits	:	12
▪ Présents	:	11
▪ Excusé	:	01
▪ Votants	:	11
▪ Pour	:	11
▪ Contre	:	00
▪ Abstention	:	00.

**En conséquence, les Vénérables Sénateurs, membres de la Commission Economie et Finances, demandent à la plénière du Sénat d'en faire autant.**

Fait à Brazzaville, le .....

**La Commission.** 